

T.O.E.S. Quel avenir nous réserve la big science ?

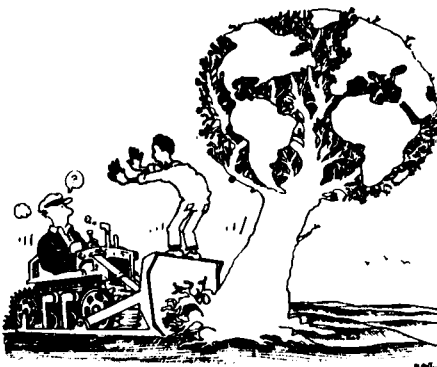
Compte-rendu du forum-débat organisé par « l'Autre sommet économique » (TOES) et les « Rencontres informatique, culture, société » (débat RICS du CIII), le samedi 15 juillet à la Mutualité.

Le sort de la science et des techniques nous est apparu, tout d'abord, extrêmement lié à celui du développement industriel. La majeure partie des chercheurs, des fonds de recherche, sont investis dans ce qu'on appelle les « technosciences », aux visées plus interventionnistes que cognitives. Et ce complexe nous offre en cette fin de siècle un visage paradoxal : jamais, l'empire des technosciences et du scientisme, empire militaro-industriel mais aussi communicationnel et idéologique, n'aura été aussi puissant.

L'empire de la techno-science entre en crise

Et pourtant, cet empire est profondément fissuré, en crise dans ses bases mêmes. L'activité industrielle endommage la planète dans des proportions alarmantes : la famine et l'accroissement démographique résistent à la planification, voire

vent des fiascos économiques. Les technologies exportées vers le Sud sont bien souvent irrationnelles (telle la vente par la France du système Antiope à l'Inde, qui ne dispose pas d'un réseau téléphonique adéquat), souvent nuisibles : armes, industries nucléaire et chimique, barrages, techniques médicales permettant des stérilisations en masse, techniques de fichage



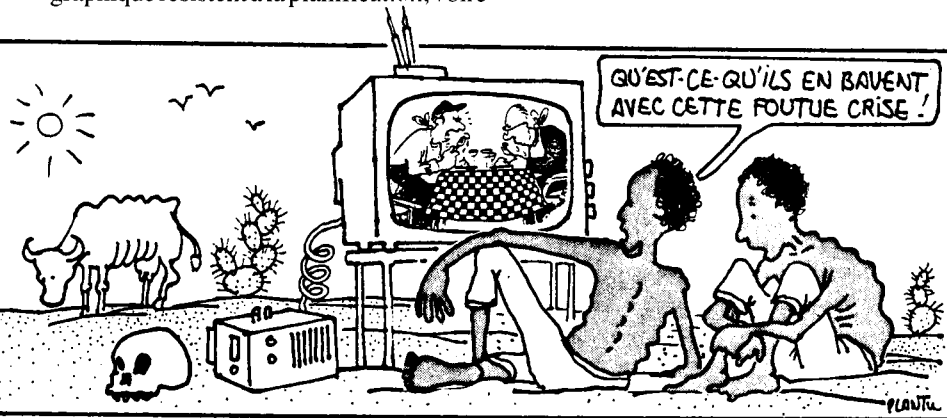
La crise, environnementale, sociale, mentale, est profonde. Il s'agit aujourd'hui de prendre acte de cette crise, pour réorienter le progrès scientifique et technique, qui nous est présenté comme inexorable et unidirectionnel, pour le réintégrer dans les sociétés et dans une démarche démocratique. L'avenir de l'électronique ne règlera pas l'avenir du genre humain. De la même façon, la contre-expertise ou la recherche visant à la réparation des dégâts environnementaux, par exemple, ne sont pas une solution suffisante. Le développement technoscientifique, l'attribution de crédits de recherches comme l'établissement de priorités, aujourd'hui inféodés aux besoins des Etats riches, creusant l'écart entre le Nord et le Sud, doivent faire l'objet d'un véritable débat démocratique, aussi bien localement, qu'à un niveau mondial.

Quelles réponses, quelles démarches ?

Cette situation exige l'arrêt de certaines recherches au détriment d'autres, de faire des « pauses », des moratoires, afin de réfléchir, d'évaluer les effets des techniques, d'effectuer un véritable partage des connaissances avec les pays du Sud, leur permettant de véritables choix, plutôt que d'entretenir leur dépendance. Entre les besoins de base et la recherche, des rapprochements et des médiations peuvent s'instaurer : des expériences de scientifiques indiens ou, en France, les « boutiques de sciences » nous ont fourni des exemples.

Il s'agit de relativiser les représentations technoscientifiques occidentales, souvent marquées par un mode de production industriel des connaissances, et de prendre en compte les savoirs produits dans les pays aujourd'hui appauvris, notamment dans les domaines agricoles et sanitaires. Le concept de la maîtrise de la nature ne peut plus fonctionner sur une planète de cinq milliards d'habitants, sauf à glisser vers des évolutions totalitaires, dont un certain renouveau de l'eugénisme nous signale le danger.

Il s'agit également de dispenser à



sont empirés par les innovations techniques qui produisent dans le monde entier, en particulier dans la paysannerie des pays du Sud, le chômage et la paupérisation.

Les avancées technoscientifiques suscitent aujourd'hui autant d'inquiétudes que d'espoirs, qu'il s'agisse de robotisation, de bio-technologies agricoles, de manipulations génétiques, ou de fichage informatique. Les programmes de la Big science – accélérateurs de particules, centrales nucléaires, recherche sur le génome humain, guerre des étoiles – outre les nuisances qu'ils produisent, se révèlent sou-

informatique, etc.

Cette crise a aussi un aspect idéologique : l'identification à un modèle d'homme ou de femme « moderne », ne suffit plus à colmater les angoisses provoquées par l'écèlement des sociétés, des subjectivités. Le dogme scientiste produit en retour des oppositions irrationnelles, du succès des « para-sciences » à la montée des intégrismes. Bien des citoyens, au Nord comme au Sud, ont aujourd'hui le sentiment d'être à bord d'un bateau ivre, se dirigeant on ne sait où, mais toujours plus vite.



Val Duchesse Dialogue social à sens unique

PAR ERIC BRAINE

chacun – à commencer par les élus et représentants des populations des deux mondes – la culture nécessaire pour comprendre les choix technoscientifiques. Ainsi le développement biomédical devrait s'accompagner d'une citoyenneté de l'usager des soins, à travers une véritable information. La formation des scientifiques pourrait également contribuer à une meilleure conscience et responsabilité des enjeux et une autre structuration des institutions de recherche pourrait atténuer les phénomènes de rivalité, qui sont des facteurs de dérapage. Par exemple, la suppression des gratifications à la fois financières et symboliques telles que le prix Nobel, l'interdiction du brevetage des êtres vivants (végétaux et animaux) et de l'appropriation par les Etats riches des ressources génétiques des pays pauvres, ont été proposées.

Enfin, nous avons tenu à affirmer très fortement qu'il ne peut être demandé aux technosciences de résoudre l'ensemble des problèmes humains : ce serait confier aux technocrates et aux experts, des choix politiques, sociaux, philosophiques. Et ces choix doivent appartenir à tous, même si nous lançons un appel particulier aux scientifiques, techniciens et experts, pour qu'ils se dotent d'une véritable déontologie de la recherche. ■

**Compte rendu du forum établi
par Valérie Marange**

Ont participé à ce forum :

Emmanuel Videcoq (animateur du débat) ; Georges Waysand (physicien, membre du GSIEN), pour un exposé sur l'état actuel de la Big science ; John Stewart (immunologiste, fondateur des boutiques de sciences) pour un exposé sur les limites théoriques de la biologie ; Valérie Marange (journaliste et philosophe) sur les effets pervers de l'avant projet de loi française « Sciences de la vie et droits de l'homme » ; Guy Lacroix (revue *Terminal*) sur les problèmes posés à la démocratie par la concentration de l'information ; Pierre Calamme, au nom de la fondation pour le progrès de l'homme, pour des propositions concrètes reprises en partie dans ce rapport. Et aussi : Edward Goldsmith, Yves Cochet, Agnès Bertrand, et beaucoup d'autres.

Sous l'impulsion de son président, la Commission des communautés européennes, en application de l'article 118 B de l'acte unique européen, « s'efforce de développer le dialogue entre partenaires sociaux au niveau européen, pouvant déboucher, si ces derniers l'estiment souhaitable, sur des relations conventionnelles ».

Le 12 novembre 1985, Jacques Delors conviait au château de Val Duchesse, aux environs de Bruxelles, la CES (Confédération européenne des syndicats), l'UNICE (patronat privé) et le CEEP (patronat des entreprises publiques) pour un premier « dialogue », d'où il sortait une déclaration de principe sur les nouvelles technologies, qui affirmait que « l'introduction des nouvelles technologies dans l'entreprise a d'autant plus d'effets positifs sur la compétitivité de l'entreprise, l'emploi et la qualification des salariés, que ces derniers et leurs représentants sont informés des mutations technologiques à venir et préparés aux changements qu'elles impliquent, dans le cadre d'un dialogue social ».

La question de la décision d'investir ou d'automatiser ne faisait pas partie de ce dialogue à sens unique, où les organisations syndicales sont censées servir de relais à la politique patronale d'automatisation. Déclaration de méthode ne comportant aucune avancée pour les salariés ? Toujours est-il que ce dialogue fut poursuivi par un groupe de travail qui adopta le 6 mars 1987 un « avis commun » sur les « nouvelles technologies et le consensus social ».

Il s'agit de rendre le processus d'automatisation « économiquement rentable et socialement acceptable ». Pour prix de son consentement à l'informatisation, la Confédération européenne des syndicats

reçoit la reconnaissance par le patronat européen de la nécessité d'une information et d'une consultation des instances représentatives des salariés, ainsi que des mesures d'accompagnement dans le domaine de la formation.

Mais le patronat en réclame plus, puisque « l'avis commun » met l'accent

sur l'élévation de la « motivation » des salariés, fondée sur la compréhension des « nécessités économiques et sociales » et sur l'encouragement à « consentir des efforts d'adaptation et de formation requis ».

Salariés encore un effort... et l'Europe sera modernisée. Pour le moment, l'espace social européen ne prévoit aucun droit

nouveau ; une simple référence est faite aux procédures d'information et de consultation existant déjà dans chacun des pays de la communauté. On est loin de véritables conventions collectives européennes. A preuve, cette déclaration de Ernst Breit dans une interview au *Monde* du 30 mai 1989 : « *Ce dialogue social est extrêmement utile et a sa raison d'être. Néanmoins, je ne pense pas qu'il débouche à court terme sur des conventions collectives européennes. Je ne pense pas que la CES et le patronat européen (UNICE) puissent conclure des conventions collectives, mais des accords sectoriels peuvent être envisagés, même si cela ne débouche pas à court terme sur des résultats concrets.* » ■

